



IMAGINE DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GÉNÉRALE



Robert Dussey en Israël : une visite fructueuse.

P. 4

VILLE DURABLE : pour une mobilité africaine réinventée.

P. 5



Vue aérienne sur Cotonou @republicoftogo.com

Le secteur des transports est l'un des plus actifs au monde et sur le continent africain, car il répond à un besoin fondamental des hommes : celui de se déplacer. Le souci du gain de temps, sous-tend ainsi toutes sortes d'innovations qui font de l'automobile un impératif, certes, mais également – et dans une large mesure – un autre chez-soi. Il faut réinventer la mobilité dans la ville africaine.



FÉDÉRATION TOGOLAISE DE NATATION ET DE SAUVETAGE : Essonana Daou propose une « rupture utile »

P. 7

ACTUALITÉ

Conseil d'Administration de la BOAD :

P. 3

NOMBREUX PROJETS À FORT IMPACT SOCIAL.

Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), lors de sa 130ème session ordinaire mi-mai, a pris de nouveaux engagements pour un montant de 98,56 milliards de FCFA.

LE PRÉSIDENT TOGOLAIS A REÇU LE PATRON DE CORIS HOLDING.

P. 2

Idrissa Nassa, le Président du Conseil d'Administration de Coris Holding, un vaste groupe qui comprend une banque, Coris Bank International, s'est entretenu, le 25 mai dernier, avec Faure GNASSINGBE, le Président de la République.

Sport

SYLVESTRE HOFFER À LA TÊTE DE LA PREMIÈRE FÉDÉRATION TOGOLAISE DE GOLF.

P. 6



L'Assemblée Générale constitutive et électorale de la Fédération Togolaise de Golf (FTG) du samedi 04 juin 2022 est un nouveau départ dans la pratique du Golf au Togo.

Le Président togolais a reçu le patron de Coris Holding.

Idrissa Nassa, le Président du Conseil d'Administration de Coris Holding, un vaste groupe qui comprend une banque, Coris Bank International, s'est entretenu, le 25 mai dernier, avec Faure Gnassingbé, le Président de la République. L'entrepreneur burkinabé, accompagné du DG Coris Bank International Togo, Alassane Kabore, a présenté au Chef de l'Etat, la situation de la banque au Togo. « Nous avons eu l'opportunité de rencontrer le Chef de l'Etat pour lui faire le point de l'évolution de notre institution

au Togo. Nous participons de façon efficace au financement de l'économie nationale. Nous avons un environnement économique qui est très favorable aux investissements. Et nous accompagnons beaucoup d'investisseurs dans la mise en place de leurs projets au Togo », a déclaré M. Nassa. Entrepreneur chevronné reconnu par ses pairs, Idrissa Nassa assure la vice-présidence du Conseil National du Patronat Burkinabé. Homme de valeur, discret et passionné, Idrissa Nassa est d'une déconcertante simplicité. Très actif sur les réseaux sociaux,

il apporte ouvertement ses soutiens à des initiatives de jeunes ou celles contribuant au développement.

Coris Bank International a fait une percée fulgurante dans la sous-région

Première banque au Burkina Faso depuis quelques années, troisième au Togo où elle est implantée depuis sept ans (avec un total bilan en 2021 en hausse de 38% soit 428 milliards de FCFA qui le maintient à la troisième place sur le marché bancaire togolais), Coris Bank est l'une des plus grandes banques



Idrissa Nassa (gauche) accompagné par le Chef de l'État togolais ©présidencetogo

dans la sous-région UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africain). La Holding Financière est implantée dans plusieurs pays en Afrique de l'Ouest et compte 1500 employés. Coris Bank fait le pari du financement et du développement du secteur privé en Afrique et surtout des Petites et Moyennes

Entreprises (PME). Aujourd'hui, avec la relance économique qui se poursuit dans les pays, la Banque ne manque à l'appel des gouvernements. Coris Bank International Togo s'apprête à lancer bientôt sa monnaie électronique sous la marque de Coris Money.

JMB

CONFORMITÉ BANCAIRE : CERGI SA met à jour ses solutions et forme ses clients.

La société CERGI SA, développeur de logiciels de Gestion Bancaire en Afrique, a organisé à Lomé, fin mai, un séminaire de renforcement de capacités des utilisateurs de « CERGI COMPLIANCE », une solution de production automatisée des déclarations réglementaires à la BCEAO.

CERGI SA met depuis quelques années, ses solutions technologiques au service des banques. A la suite de la mise en vigueur des réformes du « PCB Révisé » et du « Dispositif Prudentiel Bâle 2 & 3 », CERGI SA accompagne la communauté bancaire de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) dans la production automatisée de l'ensemble des déclarations réglementaires à la BCEAO grâce à sa suite logicielle « CERGI COMPLIANCE » utilisée par plus d'une quarantaine de banques et établissements financiers. « La conformité bancaire suppose qu'il y a des normes à respecter par les banques et celles-ci sont tenues de

déclarer tous les mois à la Banque centrale l'ensemble de leurs activités. Pour le faire, il y a le formatage, la compilation, le regroupement des informations que demande la banque centrale, selon certains formats. Etant spécialisé dans la production de logiciels de conformité bancaire, nous produisons ces résultats aux banques », a indiqué Yao Dodzi Dogbo, PDG de CERGI SA.

La société a annoncé que dans sa quête permanente de solutions performantes à apporter à sa clientèle, elle a mis à jour substantiellement ses solutions de conformité, d'où la nécessité pour elle, de renforcer les capacités des utilisateurs en vue d'une prise en main optimale de l'exploitation.

La formation, tenue du 23 au 27 mai 2022, a rassemblé les responsables des métiers des banques et établissements financiers en charge de la production des déclarations réglementaires, des directeurs du système d'information, des directeurs de la comptabilité, des directeurs de la conformité, des directeurs de risque et des directeurs des opérations.

Ce forum « fait partie de la tradition de CERGI de rencontrer les utilisateurs de ses solutions », affirme Yao Dodzi Dogbo.

Offrir des solutions logicielles de gestion les plus adaptées aux activités et à l'évolution du secteur bancaire.

Créée à Abidjan (Côte d'Ivoire) en 1991, CERGI Afrique SA devient en 2003, CERGI Banking Services SA puis CERGI SA en s'installant au Togo en 2015. Les solutions logicielles développées par CERGI SA sont aujourd'hui exploitées par des institutions financières, une quarantaine,



Yao Dodzi Dogbo

reparties dans neuf (09) pays de l'espace africain francophone et lusophone.

Elle offre des solutions logicielles conçues en prenant en compte les évolutions des lois et règlements en vigueur, dans le secteur bancaire et assimilé dans les espaces UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) et CEMAC (Communauté Economique et Monétaire des États de l'Afrique Centrale). Elle propose des solutions de Reporting à la BCEAO et de gestion des divers cycles

des Créances Douteuses et Litigieuses.

CERGI SA est le 1er éditeur africain de progiciel bancaire intégré et le leader dans l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) pour la fourniture de programmes informatiques de gestion intégrée à l'endroit des établissements spécialisés, tels les fonds de garantie de financement, fonds de refinancement ainsi que les sociétés de crédit-bail.

L.K

Conseil d'Administration de la BOAD : nombreux projets à fort impact social.

Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), lors de sa 130ème session ordinaire, mi-mai, a pris de nouveaux engagements pour un montant de 98,56 milliards de FCFA.

Dakar, au Sénégal, les administrateurs de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), réunis lors du 130ème Conseil d'Administration, tenu le 19 mai 2022, ont validé six propositions de financement de projets d'un coût total de 98,56 milliards de FCFA. Ces nouvelles approbations portent à 6 845,8 milliards de FCFA, le total des engagements (toutes opérations confondues) de la BOAD depuis le démarrage de ses activités opérationnelles en 1976. Cette session ordinaire du Conseil d'Administration a été présidée par Serge EKUE, Président de la BOAD.

Les prêts concernent essentiellement la création d'emplois, l'élevage, l'assainissement, la construction des infrastructures scolaires et l'énergie. Le Président Serge EKUE a, au nom du Conseil d'Administration, remercié les autorités sénégalaises pour les moyens mis en œuvre pour la tenue de cette session dans les meilleures conditions. La Banque Ouest Africaine de Développement se veut l'institution cœur de cible du financement du développement des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Le financement et l'exécution de ces différents projets se présentent en détails comme suit :

- Programme d'Appui au Développement des Economies Locales du Burkina Faso (PADEL, Phase 3) : En vue de contribuer à l'amélioration socioéconomique des populations à la base dans les régions du Burkina Faso, le projet sera axé entre autres sur le développement des filières pourvoyeuses d'emplois dans les collectivités, des infrastructures de base au profit des populations, et des micro-entreprises. Il agira également pour le renforcement de la protection sociale et la résilience des ménages vulnérables ainsi que leur inclusion dans le circuit économique. Montant du prêt : 15 milliards de FCFA ;

- Sédentarisation des troupeaux de Ruminants, Phase 2 (ProSeR 2) en République du Bénin : Le projet portera sur la libération et la sécurisation de 57 000 ha de terres au profit des éleveurs et agro-éleveurs pour la production fourragère, l'installation d'un Campement Pilote Pastoral (CPP), et le renforcement de 126 campements d'éleveurs. Il est également prévu la promotion d'unités industrielles, la mise en place de kits de production et le renforcement de capacités des éleveurs. Montant du prêt : 17,5 milliards de FCFA ;

- Renforcement du réseau d'assainissement des eaux pluviales de la ville de Ouagadougou : aménagement de l'exutoire au niveau du Parc de BangrWeogo au Burkina Faso. Pour contribuer



à l'amélioration du cadre de vie des populations de la ville de Ouagadougou, le projet vise notamment à faciliter le drainage des eaux pluviales en réduisant, de manière très significative, le taux des habitations inondées pendant les saisons pluvieuses. Il permettra d'augmenter le nombre de personnes ayant accès à un service d'assainissement durable. Montant du prêt : 4,5 milliards de FCFA ;

- Construction de 1 529 salles de classe, en remplacement d'abris provisoires, et d'ouvrages annexes (deuxième lot du Programme de Remplacement des Abris Provisoires « PRORAP ») en République du Sénégal : Le projet couvrira les 14 régions du Sénégal, et permettra de contribuer à la satisfaction de la demande en salles de classe et à l'amélioration de la qualité de l'environnement scolaire. Il vise à mettre dans de meilleures conditions d'apprentissage plus de 85 000

enfants défavorisés, et réduire de 50% le taux d'abandon dans les écoles concernées. Montant du prêt : 25 milliards de FCFA ;

- Construction et exploitation d'une centrale thermique à cycle combiné d'une capacité contractuelle de 120 MW par la société Malicounda Power SAS à Malicounda, au Sénégal : Cette capacité sera mise à disposition de SENELEC dès juin 2022. Elle contribuera à l'amélioration de la qualité de service de fourniture de l'électricité et permettra d'assurer une meilleure couverture de la demande tout en sécurisant l'alimentation en énergie électrique dans le pays. Montant du prêt : 6,56 milliards de FCFA ;

- Construction et équipement de quatre (04) lycées d'excellence et d'un (01) collège de jeunes filles avec internat, en République de Côte d'Ivoire : Le projet permettra de faire la promotion de l'excellence par la mise

en place d'infrastructures éducatives dédiées permettant l'augmentation du taux de scolarisation et d'achèvement scolaire de jeunes filles dans l'enseignement secondaire. Une capacité globale d'accueil de plus de 1600 élèves est visée dont 1200 internes. Les quatre 04 lycées seront construits dans les villes d'Abengourou, Divo, Korhogo et Man, tandis que le collège sera construit à Bouna. Montant du prêt : 30 milliards de FCFA.

Aussi approuvé lors de la réunion à Dakar, le réaménagement des caractéristiques du prêt pour le financement partiel du projet d'extension et de modernisation des infrastructures de l'Aéroport International Félix HOUPHOUËT-BOIGNY d'Abidjan, en Côte d'Ivoire par la Société AERIA SA. Les membres du Conseil ont par la suite émis un avis favorable sur les Mesures de renforcement à court terme des fonds propres de la BOAD.



IMAGINE DEMAIN

Bimensuel togolais d'information générale

Révisé N° 0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018

Directeur de publication:

Tété B. MENSAH-BOBOE

boboesejoseph@gmail.com

Tel : (+228) 79483748 / 93231786

Média-consultant:

Jean-François Pollet

Comité de Rédaction:

Joseph Mensah-Boboe
Cécile SOSSOU

Service commercial:

(+228) 70353590 /
93231786 / 79483748

Mise en page

LA KOM SarLU
+228 99 58 16 13

Imprimerie

Light Print, Qt Forever

Distribution

DAMALI Kossi
Tirage: 1000 exemplaires)

Contacts

Avepozo Ibomonou

Tél: (+228) 70353590 / 93231786

E-mail: imaginedemain@yahoo.fr

Robert Dussey en Israël : une visite fructueuse.

Le Ministre des affaires étrangères, Professeur Robert Dussey, s'est rendu à Jérusalem du 1er au 3 juin, et a échangé avec son homologue de l'État d'Israël, Yaïr LAPID, sur plusieurs sujets.



Robert Dussey et son homologue israélien Yaïr Lapid
© Miri Shimonovich/MFA/republicoftogo.com

Les relations diplomatiques entre l'État d'Israël et le Togo, établies depuis 1961, se renforcent. En témoigne, le voyage du Ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, Pr. Robert Dussey en Israël du 1er au 3 juin dernier. Cette visite de travail du chef de la diplomatie togolaise lui a permis de passer en revue avec son homologue Yaïr Lapid, les projets qui ont été mis en œuvre dans le cadre de la coopération entre les deux États aussi bien au plan bilatéral que dans le cadre des organisations régionales et internationales.

« Les deux parties se sont félicitées de leur qualité sans cesse croissante ainsi que de leur dynamisme qui ont permis des réalisations concrètes dans plusieurs domaines, notamment, l'agriculture, la santé, l'éducation, et la formation » et « ont convenu de procéder à l'actualisation des accords qu'ils ont déjà signés et dont certains datent de 1961 et à la signature de nouveaux accords » a-t-on noté dans un communiqué diffusé à l'issue de la visite du Professeur Dussey.

Le Ministre togolais des affaires étrangères a présenté

à la partie israélienne la feuille de route adoptée par le gouvernement togolais pour la période 2020-2025. Il a insisté sur l'agriculture et l'irrigation, l'adaptation aux changements climatiques, la sécurité, la santé, les nouvelles technologies de l'information et de la communication; l'industrie, les énergies renouvelables, la formation, et l'éducation comme étant des domaines prioritaires qui pourraient bénéficier des appuis ou des partenariats de la part du gouvernement ou du secteur privé israélien.

En réponse, il est prévu à Lomé ou en ligne, une réunion entre l'agence israélienne de coopération, MASHAV, et les départements sectoriels concernés en vue d'approfondir les échanges. Les ministres Dussey et Lapid se sont investis pour mission d'œuvrer aussi pour un meilleur partenariat entre les hommes d'affaires des deux pays.

En ligne de mire, un forum économique Togo-Israël devra se tenir à Lomé ou à Tel-Aviv. Ce forum pourra déboucher sur l'installation de compagnies industrielles israéliennes au sein de la Plateforme Industrielle d'Adéticopé (PIA).

Implantée à une quinzaine de kilomètres de Lomé, sur une parcelle de 400 hectares,

la Plateforme Industrielle d'Adéticopé (PIA) se verra être un nouveau vecteur de l'industrialisation du Togo. Elle devra accueillir de nouvelles industries dans l'agroalimentaire, la transformation, le textile, la pharmacie, l'automobile, avec à la clé la création d'au moins 35 000 emplois à l'horizon 2025.

La situation sécuritaire et politique en Afrique de l'Ouest, les deux attaques terroristes perpétrées au Nord du pays successivement dans les nuits du 9 au 10 novembre 2021 et du 10 au 11 mai 2022, mais aussi les transitions politiques au Burkina-Faso, au Mali et en Guinée Conakry ont également meublé les échanges.

Une diplomatie au service de la vision Togo 2025

« Notre mission est de mobiliser les ressources, les expertises et les réseaux relationnels à l'extérieur pour appuyer la réalisation des projets prioritaires de la feuille de route gouvernementale 2020-2025 » expliquait le Prof. Robert Dussey, dans une interview accordée à la presse, fin décembre 2021.

Bien qu'impliquée dans la réussite des processus de transition politique en cours dans la sous-région de même que dans la lutte contre le terrorisme, la diplomatie togolaise se tourne vers une diplomatie économique au service du développement au Togo. Le Professeur et ses collaborateurs misent sur l'extension du réseau diplomatique togolais et le renforcement de la coopération avec les partenaires.

J. M.B

Sauvetage en mer : 12 pays africains formés à Abidjan.

Un séminaire « SAR – Niveau 2 » a été organisé par la coopération française à l'Institut de Sécurité Maritime Interrégional (ISMI) d'Abidjan pour renforcer les compétences des participants sur le « sauvetage et la recherche en mer », un sujet particulièrement important pour le Golfe de Guinée.



Photo de famille

Des stagiaires de 12 pays africains ont participé à un séminaire sur la recherche et sauvetage en mer (SAR) de Niveau 2, tenu du 9 au 13 mai 2022 à Abidjan en Côte d'Ivoire. Organisé et financé par la coopération française, avec l'appui de l'Etat ivoirien, de l'Académie régionale des Sciences et Techniques de la Mer (ARSTM) d'Abidjan, et le soutien pédagogique de l'ENSAM (Ecole Nationale de la Sécurité et de l'Administration de la Mer – école française des affaires maritimes), le séminaire a regroupé des représentants du Bénin, du Cameroun, du Congo, du Gabon, de la Guinée Conakry, du Libéria, de la Mauritanie, du Sénégal, de la Sierra Leone, du Togo, de la Côte d'Ivoire, et de Djibouti.

« Le besoin pour les Etats côtiers de disposer de gens bien formés dans les centres de recherche et de sauvetage en mer et ainsi, répondre efficacement aux appels de détresse, est bien réel », a déclaré l'Administrateur en chef des affaires maritimes, Guillaume TURQUET de BEAUREGARD, Coordonnateur régional Action de l'Etat en mer (Golfe de Guinée) de la Coopération française.

Le Coordonnateur de la coopération française, à travers l'Institut de Sécurité Maritime Interrégional (ISMI), a souhaité retenir le thème du sauvetage en mer pour plusieurs raisons, entre autres, le fait que le Golfe de Guinée est une zone stratégique à plus d'un titre. Le Golfe de Guinée est un véritable carrefour maritime d'échanges

commerciaux entre l'Afrique et l'Europe, l'Amérique et l'Asie et une aire de transit qui relie une dizaine de ports, les plus importants de la zone au reste du monde. Aussi, dans le domaine de la pêche, le Golfe de Guinée abrite des zones de fortes concentrations en ressources halieutiques avec des réserves estimées à plus d'un million de tonnes. Cette zone riche en ressources pétrolières et gazières est parcourue par des navires venus du monde entier. Malheureusement, déplore M. TURQUET de BEAUREGARD, les exemples récents de naufrage sont très nombreux sur le continent africain. Pour ces raisons, il est tout aussi indispensable de disposer de marins sauveteurs qui soient en capacité de porter secours.

Si la plupart des Etats du Golfe de Guinée se sont dotés de structures comme les « centres de coordination de recherche et de sauvetage » pour organiser le sauvetage en mer dans les eaux sous leur souveraineté, voire au-delà, « il est indispensable que ces structures soient dotées de gens bien formés », répète-t-il.

« Le sauvetage en mer ne s'improvise pas, il nécessite des savoir-faire techniques et beaucoup d'entraînement », a souligné Guillaume TURQUET de BEAUREGARD.

Le séminaire de niveau 2 fait suite à différentes formations de niveau 1 qui ont été délivrées les années précédentes à l'ISMI et auxquelles ont aussi participé les mêmes stagiaires.

LK

VILLE DURABLE : pour une mobilité africaine réinventée.

Le secteur des transports est l'un des plus actifs au monde et sur le continent africain, car il répond à un besoin fondamental des hommes : celui de se déplacer. Le souci du gain de temps, sous-tend ainsi toutes sortes d'innovations qui font de l'automobile un impératif, certes, mais également – et dans une large mesure – un autre chez-soi. Il faut réinventer la mobilité dans la ville africaine.

Par **Beugrain Doumogue**, Socioingénieur

La révolution des moyens de transports a fait du monde un village planétaire. Pour accéder à des services, à l'emploi, aux divertissements ou aux marchandises, et pour dynamiser les économies ; l'automobile reste incontournable mais en constante inflation sur le continent. Presque sans contrôle ni restrictions dans de nombreux pays. Cela entraîne un coût environnemental significatif, car le secteur des transports reste essentiellement (à 98%) dépendant du pétrole, donc extrêmement émissif en termes de gaz à effets de serre.

Durabiliser la mobilité africaine

Les effets négatifs de l'automobile se mesurent à d'autres échelles. En effet, les encombrements de véhicules dans Nairobi coûtent plus d'un milliard de dollars de productivité tous les ans, au Kenya, d'après les données de l'autorité des transports du pays. Au Ghana, Accra, la ville du « go slow », 8,2% du PIB s'évaporent chaque année dans les problèmes de circulation, selon une étude réalisée en 2017 par le professeur Jonathan Annan, de l'université Kwame Nkrumah. De même, d'après Romain Kouakou, ancien directeur général des Transports terrestres et de la circulation de Côte d'Ivoire, le coût lié aux « problèmes de circulation représentent près de 400 millions d'euros de perte par an ».

Si la ville durable promeut la mobilité douce et la réduction des émissions polluantes, il est impératif pour sa soutenabilité, qu'elle favorise la réduction des déplacements. Avec l'augmentation permanente des transports urbains, des moyens de transports individuels en Afrique (motos et voitures), et du nombre de déplacements quotidiens des personnes, les villes se congestionnent et impactent négativement la mobilité. D'où l'importance de durabiliser la mobilité africaine.

La maîtrise de ce phénomène nécessite au préalable des études plus claires et poussées sur la répartition des déplacements en ville en fonction des moyens de transport et de la tranche d'âge des usagers. Il faut ici distinguer les déplacements qui relèvent d'obligations (se rendre sur son lieu de travail ou d'étude, par exemple), de ceux qui sont occasionnels (courses, activités sportives et culturelles) ou alors optionnels (distractions, visites amicales ou familiales) et des déplacements spéciaux (voyages par exemple). Pour ces études, l'une des variables importantes à la compréhension de la pratique urbaine des transports, outre celles évoquées supra, c'est la distance parcourue. Elle est vitale pour identifier les lacunes des villes du point de vue de la distance nécessaire pour accéder aux services afin de prioriser l'optimisation dans une logique de durabilité.

Construire de nouveaux modèles

Qu'il s'agisse de mobilité



Beugrain Doumogue

physique ou virtuelle, il faut une base solide pour mener des travaux à visée prospective afin d'adapter les politiques aux nécessités de l'anticipation, au regard des tendances, qui du reste, sont apparentes. Il est par ailleurs important, pour des besoins de durabilité, de suivre dans le même temps la contribution des transports à la définition et au maintien des limites acceptables de l'empreinte écologique des villes africaines. Ces données sont donc vitales pour orienter les choix étatiques en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire. En effet, en tant qu'ils ont pour vocation à servir de reflet de réalités aussi diverses que les localités qui les expriment, ils sont indissociables des politiques de transport qu'il nous faut réinventer. En Afrique « l'urbanisme bienveillant » que nous plaçons volontiers est au défi de puiser des connaissances dans la demande en mobilité, de l'offre disponible et de son acceptation par les populations, afin d'alimenter des décisions

réfléchies en ce qui concerne la gestion du trafic, tout en apportant des solutions aux effets du développement de la circulation automobile en milieu urbain ; milieu dont la mobilité conditionne fortement le développement. Il est en effet question d'opérer un nouveau regard sous le prisme du développement durable en partant de la maîtrise de l'étalement urbain, et des besoins de déplacement non moins que de leur propre contribution à cet étalement. De nombreux points de vue peuvent être considérés dans cette perspective, à commencer (entre autres) par la nécessité de faire moins de place à la voiture, de développer les transports en commun (bus, tramways, trains (pour de longues distances), de sécuriser la circulation (limitation de la vitesse), de stimuler la mobilité douce et non polluante, et de gérer le stationnement. Afin que la ville durable devienne le stimulus d'une mobilité africaine réinventée.

Beugrain Doumogue est ingénieur du bâtiment. Il se définit davantage comme un « socioingénieur » du fait de son engagement au profit du développement des bâtiments et villes durables en Afrique. Président de Construire pour demain, association de promotion des bâtiments et villes durables en Afrique, il est aussi cofondateur de Starksolutions, cabinet de conseil en décentralisation et intelligence territoriale.

Sylvestre Hoffer à la tête de la première Fédération Togolaise de Golf.

L'Assemblée Générale constitutive et élective de la Fédération Togolaise de Golf (FTG) du samedi 04 Juin 2022 est un nouveau départ dans la pratique du Golf au Togo.

expérimentés, ils avaient parfois jusqu'à 20 ans d'expérience dans la pratique de Golf et nourrissent des ambitions pour ce sport au Togo.

Au nombre de neuf, les

ces Golfeurs pour que ces pratiquants puissent jouer dans un cadre sain. Dorénavant, il nous revient d'organiser tout ce qui est Golf au Togo, amateur comme professionnel, afin de pouvoir lancer cette activité sur le plan national de façon rigide



Les membres du Bureau de la Fédération (De gauche à droite : Charles AGBAVON, Elih AYISSOU, Juliette AQUEREBURU, Sylvestre HOFFER, Angèle DANIOUE, Kossi AGBEMEFA, Komi KPADE, Daniel GALADIMA).

Les délégués des 12 clubs affiliés à la Fédération, ont adopté à l'unanimité les statuts de la fédération et se sont également prononcés via un vote à bulletin secret sur le choix des membres du bureau exécutif.

Les élections à différentes fonctions de Présidence, Vice-présidence, Secrétariat Général, Secrétaire Général adjoint, trésorier, trésorier adjoint, conseillers, n'étaient pas gagnées d'avance.

Les candidats ont pris la parole pour expliquer leur programme. Tous

membres du bureau exécutif ont été élus, avec à leur tête, Sylvestre HOFFER, qui a remercié le Chef de l'Etat et son gouvernement pour le soutien à la pratique du Golf au Togo. Aussi, il a promis au cours des deux ans que va durer son mandat, de redynamiser les activités de la discipline sur toute l'étendue du territoire national. « Nous avons de gros défis. Le premier, c'est de lancer le Golf au Togo. Cela va commencer par une sélection de jeunes talents. On prévoit aussi mettre en place une école de Golf et soutenir

et à l'international », a précisé M. Hoffer.

Le nouveau bureau de la FTG entend déjà, dans les prochains jours, organiser des recrutements de joueurs dans quelques villes à l'intérieur du pays. Une part belle sera également faite à la gent féminine comme l'a fait savoir Juliette AQUEREBURU, vice-présidente au sein du nouveau bureau. « Nous avons des clubs de Golf de femmes qui sont bien organisés. Nous avons eu à participer à plusieurs tournois sur le plan continental.



Sylvestre Hoffer

Aujourd'hui avec la fédération, nous voulons assurer la relève. Nous devons promouvoir cette discipline et surtout amener nos jeunes sœurs à la pratiquer. Nous comptons d'abord faire de la détection de talents et ensuite penser, grâce au soutien des sponsors, à mettre en place des infrastructures un peu partout sur le territoire pour la pratique de ce sport », a-t-elle souligné.

L'instance dirigeante est aussi composée de Kossi AGBEMEFA, Trésorier Général, Elih Afiwavi AYISSOU, Trésorier adjointe, Charles Kokou AGBAVON, Secrétaire Général, Junior Komi KPADE, Secrétaire Général adjoint, Abdou Daniel GALADIMA, Angèle DANIOUE et Cyrille DOS-REIS, conseillers.

Le seul parcours du Golf au Togo, créé il y a 56 ans, situé à Agoè, avait été fermé trois mois pour des raisons de litiges fonciers. Le site s'étend sur 25 hectares. Le parcours

est ouvert partiellement, amputé de 3 trous. Selon le site republicoftogo.com, les pouvoirs publics ont annoncé en fin d'année dernière, qu'en raison du processus d'approbation du schéma directeur d'aménagement urbain du Grand Lomé, en cours, tout lotissement sur le site du Golf Club est formellement interdit jusqu'à nouvel ordre.

Aujourd'hui, le site est praticable sur 6, 7 trous (en faisant trois fois le tour pour un parcours 18 trous) et fait le bonheur des golfeurs nationaux, étrangers résidents et visiteurs (touristes et hommes d'affaire)

Le golf est et sera donc de plus en plus pratiqué au Togo par les nationaux mais également par une forte communauté d'expatriés vivants au Togo.

Cecile Sossou

Encore plus proche de VOUS !!!



UNE NOUVELLE DIVISION DU CADASTRE À
TSEVIE-DAVIE NON LOIN DU PÉAGE

pour les dossiers des préfectures de Zio, de
l'Avé, de Yoto, de Vo et du Bas-Mono

FÉDÉRATION TOGOLAISE DE NATATION ET DE SAUVETAGE :

Essonana Daou propose une « rupture utile ».

La Fédération Togolaise de Natation et de Sauvetage (FETONAS) sera en Assemblée Générale ordinaire et électorale le samedi 11 juin. Le candidat Essonana Daou a dévoilé son programme. « Notre équipe vous propose un programme ambitieux dont les premiers signes se remarqueront au lendemain de notre victoire » fait-il savoir.

Avec son programme, « LA RUPTURE UTILE », M. Daou du Club Liberté 1, souhaite amorcer d'une manière durable le développement de la nage au Togo et faire de la FETONAS, l'une des fédérations les plus prolifiques. « La Fédération Togolaise de Natation et de Sauvetage (FETONAS) peut accomplir de grandes choses pour peu que nous adoptions des pratiques exemplaires dans l'inclusion tout en recherchant le développement des clubs et la réussite des athlètes » a indiqué M. Daou dans son programme. Faisant un état des lieux de la pratique de la nage au Togo, M. Daou relève la pauvreté et le vieillissement des infrastructures, déplore l'état de léthargie de l'administration de la fédération, son manque de dynamisme, sa faible capacité de mobilisation des recettes, la gestion approximative qui est faite, et regrette le nombre d'athlètes en chute libre et qui manquent de motivation. Il veut ainsi susciter une synergie d'action pour une fédération plus moderne, performante, favorisant le développement des clubs et des athlètes.

De grandes ambitions

Essonana Daou propose un programme qui s'articule autour de trois axes. Sur le

premier axe, la structuration, gouvernance et politique sportive, s'arriment l'organisation des états généraux, la révision des textes et la restructuration de la FETONAS, ainsi que la modernisation et optimisation des ressources, la création des conditions favorables au développement des clubs, la communication, le marketing et la promotion de l'image de marque ainsi que le développement des partenariats techniques et économiques.

Le deuxième axe concerne les infrastructures et les équipements. Parmi les chantiers prioritaires du candidat Daou, le recensement et l'état des lieux des infrastructures disponibles, suivi d'un plan pour leur renforcement. La subvention d'équipements est également envisagée dans ce programme. Le troisième axe est la « compétitivité et la performance ». Il est prévu pour cet axe, un programme de détection et de formation à la base. Le recrutement, la formation, la rétention des entraîneurs et officiels sont souhaités. M. Daou entend, s'il est élu, organiser d'une façon périodique des compétitions nationales et faire participer les athlètes togolais à toutes les compétitions internationales. Selon le site d'actualité sportive lequipe228.tg, seule la candidature de M. Daou est retenue par la commission électorale, après étude de

dossiers. Les candidatures de Kpossi Komi, Président sortant, et d'Attivi Ekoué sont rejetées pour avoir rendu

des dossiers sans projet. « Ce qui les disqualifie puisque le programme fait partie intégrante des critères d'éligibilité »,

précise le site. Et, « n'ayant pas eu de recours, la commission électorale a tranché en publiant les candidatures définitives ».

ISUZU
Avec vous, pour le long terme!

FORCE ET RÉSISTANCE



NOS OFFRES COMPRENNENT

- ✓ Les solutions de financement
- ✓ La Garantie constructeur
- ✓ Les Entretiens adaptés
- ✓ Les pièces de rechange et tout accessoires automobiles



Nous libérons votre mobilité

2556 Boulevard de la Paix, Tokoin Aéroport | 08BP. 8535, Lomé-TOGO
Tél. (+228) 22 61 27 76/77/78 | Mob. +228 97 10 94 94 | info@diwatg.com | www.diwatg.com